

AVERTISSEMENT

Notre Conseil national d'orientation du 8 décembre 2018 a ceci de particulier qu'il a pour 1^{ère} raison d'être de déterminer –de confirmer ou de réorienter- notre stratégie dans la période qui, devant nous, va de l'élection européenne de mai 2019 aux élections locales (municipales, départementales et régionales) de 2020 dans un contexte de gauche éparpillée.

Cette motion d'orientation, succincte, ne fera donc que rappeler, dans le contexte actuel, nos principes et nos grandes orientations.

Un texte exprimant notre position sur l'élection européenne du 26 mai 2019 y est adjoint.

CNO du 8 décembre 2018 Paris 18ème MOTION D'ORIENTATION POLITIQUE et STRATEGIQUE

1 -L'Europe et le Monde

La situation en France, en Europe et dans le monde est préoccupante. La montée des nationalismes se généralise en Europe et dans le monde comme le démontre la récente victoire fasciste au Brésil. La Guerre du Golfe n'en finit pas depuis plus de 25 ans et contribue à l'instabilité de la région. Les ravages de la misère et les conséquences du réchauffement climatique, la misère africaine que l'on pourrait croire perpétuelle si elle n'était le fruit d'une politique internationale quasi officielle via le FMI empêchent tout développement économique et émancipation politique. Il faut aussi noter la montée en puissance économique mais également géopolitique de la Chine qui s'installe, sans doute durablement, auprès des pays du Tiers-monde et en particulier en Afrique.

La Russie de Vladimir Poutine a retrouvé une présence certaine dans le concert international et ce n'est pas les condamnations morales –et quelquefois discutables- de l'occident qui freinera ou réorientera ses prises de positions.

La politique de Donald Trump a démontré son recentrage sur les Etats-Unis comme en témoigne son inconséquence sur les

questions environnementales avec la remise en cause des accords internationaux sur les enjeux climatiques. Il développe en interne une politique anti-sociale à relents racistes, et remet en cause les avancées, même modestes, du gouvernement Obama notamment en ce qui concerne la protection sociale, les atteintes aux droits des femmes, en particulier l'IVG.

Ses discours enflammés et agressifs sur la scène internationale créent une situation tendue et de « va-t-en guerre ». En matière de politique étrangère, la remise en cause de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran, son soutien sans faille à Israël y compris dans ses prétentions de « grand Etat juif » et la reconnaissance de Jérusalem comme capitale, validée également par le Brésil, sont inquiétantes et ne peuvent que renforcer nos craintes.

Ainsi, les errements au Moyen-Orient perdurent. La France ne s'accorde plus le droit de critiquer efficacement la politique israélienne y compris en ce qui concerne les colonies. Elle continue par ailleurs d'apporter un appui sans réserve aux diverses monarchies du Golfe.

Dans l'Union européenne, les intérêts nationaux sont trop différents pour déterminer une position commune sur beaucoup de sujets. L'UE est par ailleurs si totalement construite par l'idéologie libérale que ses dirigeants sont incapables de prendre en compte ses réalités historiques et les aspirations de ses peuples.

Dans ce cadre la France continue de se perdre entre leçons données à nos partenaires et dissolution (la dernière étant la proposition par Emmanuel Macron d'une armée européenne) de notre souveraineté et de notre diplomatie.

A l'origine de tout cela, il y a bien sûr le développement du capitalisme. Mais la financiarisation globale, la mondialisation, accompagnent cette domination des capitaux depuis les années 90 d'un sentiment d'impuissance des peuples et de leurs dirigeants, sentiment entretenu voire orchestré par les gouvernements en place.

La traduction européenne de cette domination à travers les traités (Maastricht, Lisbonne...), constitue un carcan économique et social, qui sert de prétexte au gouvernement français, pour poursuivre sa politique suicidaire de rigueur et de

démantèlement des services publics, au bénéfice du capital et au sacrifice du monde du travail.

C'est dans ce cadre qu'est imposée aux peuples européens la signature de traités de libre-échange entre l'Europe d'une part, les Etats-Unis et le Canada d'autre part, qui soumettent l'Europe à une concurrence inégalitaire, anti-sociale et ne tenant aucun compte des enjeux sanitaires, alimentaires et écologiques.

2 -La situation économique et sociale en France

2 – 1 En France E. Macron intensifie la domination de la finance sur l'ensemble de l'économie en s'attaquant à la Fonction publique, au service public, à la Sécurité sociale – à l'accès aux soins, aux retraités, aux chômeurs, aux solidarités jusqu'à l'économie sociale et solidaire et aux milieux associatifs. Il est à la pointe de l'Europe libérale. Il la précède. Il la devance. La baisse du pouvoir d'achat est une réalité. Elle est même totalement arithmétique pour les retraités depuis la hausse de la CSG. La dégradation des conditions de travail s'accélère du fait de la course effrénée au profit, la dérégulation du code de travail, tout cela sous le haut patronage du chef de l'État et du MEDEF. Les électeurs semblent en avoir plus ou moins pris conscience. Cela est en train de s'exprimer par le ras-le-bol des automobilistes, bien souvent des salariés obligés d'habiter de plus en plus loin de leur travail.

2 – 2 Les conflits se multiplient. On a en tête ceux du public - dans la santé, la psychiatrie, les transports ferroviaires et aériens, dans l'orientation scolaire et professionnelle, ceux autour des bureaux de Poste ou des trésoreries, des écoles etc.- et ceux du privé : notamment avec ASCOVAL dans le Nord ou encore l'entreprise MATT dans l'Aisne. Cela est vrai en Europe où le secteur aérien est en conflit notamment avec la récente grève des bagages de la Compagnie Belge AviaPartners, et on a en tête la grève européenne de septembre de Ryan Air en Allemagne, au Portugal,

en Italie, Pays-Bas, Belgique et Espagne symbole, s'il en est, de la déréglementation du travail en Europe.

Des zones de résistance existent donc et sont multiples, mais locales et non nationale, au niveau de l'entreprise et non d'un secteur. Notons aussi une augmentation de l'intensité des conflits et de la nécessaire radicalité à mettre en œuvre pour obtenir des décisions somme toute modestes : que les syndicats qui soient à la manœuvre pour trouver un repreneur et non l'État en dit long sur la conception de nos dirigeants et leur volonté de sauver notre appareil productif. Le film « En guerre » de Vincent Lindon dépeint une réalité de chaque conflit.

Le problème est que le lien entre ces luttes et la multiplicité des luttes n'est visible - et encore qu'en partie- que pour les seuls lecteurs de l'Humanité. Le rôle des « mass-médias » est problématique mais reflète aussi l'état de la coupure sociale de toutes nos institutions et organisations. Sans compter que la désertion des urnes des salariés modestes se double d'une désertion de l'implication militante à un niveau autre que le local et l'entreprise.

La mobilisation des « gilets jaunes » initiée le 17 novembre 2018, mais qui rebondit de samedi en samedi sans perdre de vigueur, a démontré qu'elle est bien plus que ce à quoi le pouvoir mais aussi une grande partie de la gauche institutionnelle a essayé de la réduire : une manipulation populiste de l'extrême-droite. Ce serait une très grave erreur de ne pas prendre en compte la colère populaire dont elle est l'expression. Il s'agit pour la partie du peuple la plus « déclassée », et qui se sent la plus oubliée, souvent rurale mais également des périphéries des métropoles, de manifester son ras-le-bol de faire les frais de toutes les « réformes » libérales de ces dernières années. Les participants refusent l'augmentation des taxes sur les carburants dont ils ont un besoin vital mais ils veulent aussi qu'on cesse de fermer les hôpitaux de proximité, les bureaux de poste, les classes, les lignes secondaires de la SNCF... bref ils expriment un grand besoin des services publics. Ils veulent plus de justice sociale et les moyens de vivre dignement. Et ils veulent le départ d'Emmanuel Macron.

La gauche doit tout faire pour soutenir les luttes en cours mais aussi proposer des pistes de réflexion, des revendications, permettant de faire comprendre les enjeux actuels et le changement à marche forcée que veut imposer Macron au monde du travail ; l'unité des forces de gauche est plus que jamais nécessaire même si cela peut apparaître comme un vœu pieux tant l'éclatement est total entre ces forces de gauche.

2 – 3 Face à la montée de l'extrême droite, la gauche ne doit pas se cantonner à un positionnement purement moral.

Dénoncer la nocivité des fascistes et du FN –devenu RN- ne peut être suffisante pour les faire reculer. Mettre l'immigration au centre du débat serait problématique puisque c'est ce que souhaitent Macron et le FN, alors même que le nombre des migrants non légaux entrés en Europe est passé de 1,8 millions en 2015 à 260 000 en 2017.

Nous devons bien entendu tenir un discours fort d'accueil dans des conditions dignes du genre humain des réfugiés. C'est d'ailleurs conforme à la tradition de toujours de notre République. Nous devons dénoncer fermement et unanimement les menées fascistes et les comportements ou dérives xénophobes et racistes.

Mais pour être audibles par les électeurs, pour être crédible aux yeux des salariés, encore faut-il que pour eux nous soyons les défenseurs de leurs intérêts. Or ce n'est pas clair. Ce n'est pas clair, car la gauche au pouvoir, y compris la gauche plurielle de Lionel Jospin, leur a prouvé le contraire.

Ce n'est pas clair car même lors de l'aventure commune du Front de Gauche nous n'avons pas réussi à prendre à bras le corps les questions de l'augmentation des salaires, des nationalisations et du rôle de l'État.

3 -l'enjeu européen

Bref dans ce contexte pour R&S, la campagne de l'élection européenne doit se faire sur la question sociale, sur la

rupture que nous devons porter avec l'Europe libérale.

Nous ne pouvons accepter que des pays européens, au droit du travail rétrograde, cherchent à l'imposer, non seulement chez les autres, mais qui plus est pour les ressortissants d'autres pays : le conflit de Ryan Air peut être un fil d'Ariane.

Le rôle de notre République est de permettre de traiter à égalité un travailleur quelle que soit sa nationalité et donc tout le monde doit avoir sur le sol français droit aux cotisations sociales.

Il faut lutter aussi pour une harmonisation européenne vers le haut, fiscale notamment, et un SMIC plancher. Encore faut-il faire le lien pour que les salariés Français aient conscience de leur intérêt. C'est tout autre chose que le « nécessaire » partage de la misère portée par les mass media et, il faut le dire, une certaine orientation du débat public à gauche : la solidarité c'est le meilleur rempart contre le dumping social.

Bernard Thibaud a proposé l'idée d'une taxe à l'échelle européenne sur l'importation des produits des pays ne respectant pas les règles de l'OIT et le droit a minima pour les pays membres de pouvoir le faire pour les produits fabriqués par les enfants. C'est une piste de réflexion que R&S portera auprès de ses partenaires afin de pouvoir parler au salariat et proposer une réponse au libre-échange et à la liberté de circuler des produits et capitaux qui induisent le dumping social.

Ce dumping social est le plus grand reproche que le salariat formule sur l'Europe mais explique aussi sa désaffection de la gauche. La gauche doit y répondre frontalement sinon le bouc émissaire, la finance l'a trouvé : l'immigré et non pas les marges financières permises dans n'importe quelles conditions. Le vote fasciste ce n'est pas l'immigration -qui existe de tout temps et de partout- qui le porte au pouvoir, ce sont les responsables financiers et les « Macron » de tous bords. C'est leur politique que les peuples n'ont de cesse de rejeter et qui ne cesse de leur revenir en boomerang. En dernier ressort le fascisme privilégie toujours la finance à l'alternative sociale. Ce qui était vrai hier en 36 avec Adolphe Hitler, l'est encore en 2018 avec Jair Bolsonaro.

En matière d'Europe, pour R&S il faut sortir du double discours

d'avocat et de procureur totalement inaudible par nombre de salariés pour s'orienter vers des propositions offensives qui permettent aussi de dénoncer l'existant.

4 – La gauche

Aujourd'hui il est plus que jamais nécessaire de reconstruire une gauche fidèle qui soit audible par les salariés.

Pour cela, il nous faut reconstruire la gauche sur des bases claires, républicaines et sociales. Dans la perspective d'une nouvelle synthèse jaurésienne, redonner une perspective de socialisme de transformation unissant des socio-démocrates à l'extrême gauche à vocation majoritaire. R&S essaie d'y contribuer modestement à son échelle. Pour cela nous participons à toutes les initiatives nous paraissant aller dans le bon sens comme Passerelles, la mise en place d'un cercle de formation avec GDS, « Nos causes communes », club regroupant les amis de Maurel-Lienemann et le MRC.

Au-delà de travailler à l'Union de la gauche pour les prochaines échéances, notamment pour l'élection européenne, il nous faut dès à présent travailler à la reconstruction de la gauche.

C'est parce que l'union serait favorable à la reconstruction d'une gauche à vocation majoritaire, que nous sommes pour l'Union. Seule la reconstruction de la gauche sur la forme et le fond peut porter une véritable alternative de une transformation sociale.

Quel que soit le choix des uns et des autres pour ces européennes, pour R&S, il aurait fallu pérenniser un cadre de dialogue comme celui créé en juillet 2018 par le PCF et qui fait défaut aujourd'hui.

L'élection européenne est sinon cruciale au moins utile si elle peut être placée dans cette perspective ; elle ne changera probablement pas l'orientation européenne mais, elle peut être une étape dans la reconstruction de la gauche.

5 - Conclusion

5-1. Nous sommes favorables à l'unité. Elle n'est pas acquise ! Mais R&S croit à la nécessité d'en porter l'idée car les échéances qui viennent ensuite sont structurantes pour notre pays. Il faut remettre dans le paysage politique la nécessité de l'union de la gauche et réussir si ce n'est à en créer la dynamique tout au moins à en susciter l'envie. D'où l'importance du cadre commun le plus ouvert possible afin de montrer qu'il y a une volonté, un chemin.

5-2. Nous voulons que la gauche soit porteuse d'un discours social s'adressant aux salariés afin que quel que soit le score, les esprits soient marqués et que tout le monde sache qui défend les intérêts du monde du travail.

C'est à l'aune de ces deux axes que notre Conseil national d'orientation du 8 décembre a délibéré.

Choix stratégique :

Dans l'optique d'un renouveau de l'union de la gauche, nous devons à la fois :

***participer au renforcement et à l'unification de la gauche républicaine**

C'est ce que permet notre rapprochement avec le MRC et les amis de Lienemann / Maurel, structurés dans « APRES ». Avec eux, nous pouvons avancer dans la défense de la République, de la souveraineté nationale entendue comme souveraineté populaire, de la laïcité et du rôle de l'Etat.

Nous avons aussi, avec ces camarades, des divergences dont nous avons à débattre. Ils acceptent totalement le jeu de la 5ème république notamment par la recherche d'une personnalité présidentielle la plus proche de leurs idées afin de se ranger derrière elle. Pour notre part nous avons depuis notre création toujours réfuté une telle conception.

Ainsi ils mettent dès maintenant en avant la candidature de Jean-Luc Mélenchon ; ils privilégient une alliance avec LFI dont nous doutons que les dirigeants souhaitent construire une union de la gauche respectueuse de chacun. De plus, LFI n'est pas un parti politique. C'est l'outil d'un candidat à l'élection présidentielle et donc un outil ni pluraliste ni démocratique. De plus les évictions récentes de républicains laïques de la liste pour l'élection européenne témoignent de l'encrage relative des valeurs de la république en son sein et de la percée des courants indigénistes et communautaristes.

La fracture qui vient de s'opérer au sein du MRC, principalement sur une divergence stratégique : maintenir ou pas, à terme, ce mouvement comme autonome, est à prendre en compte ; nous y avons des amis dans les 2 motions. Une même fracture a eu lieu au sein de « Maintenant la gauche », de nombreux « frondeurs » ayant fait le choix de continuer leur combat au sein du PS et ne participant pas à la construction d'APRES.

Nous ne pouvons donc pas accepter de nous fondre en début 2019 dans le parti qu'ils comptent créer ensemble. Mais il est important, pour notre commune volonté de « républicaniser » la gauche, de développer avec l'ensemble de ces camarades des liens de proximité et de travail dans le cadre de « Nos Causes Communes ».

R&S souhaite étudier avec les organisations se réclamant de la gauche républicaine les possibilités de créer ensemble une *confédération de la gauche républicaine*, sans enjeu de pouvoir interne, respectueuse de nos diversités, de nos intérêts et de nos stratégies mais qui nous permettraient d'oeuvrer conjointement à la revivification des idées républicaines et laïques.

***favoriser le rassemblement de la gauche anti-libérale**

Nous devons maintenir les relations avec le PCF -et sa nouvelle direction-, GDS, Ensemble et tous ceux qui le veulent afin de reconstruire une Union de la gauche qui respecte chacune de ses

composantes.

Nous sommes conscients des divergences que nous avons avec ces organisations sur la question laïque et républicaine, comme sur le rapport au peuple.

Nous sommes attachés à l'identité citoyenne et égalitaire de la France qui ne peut exister qu'avec la laïcité. Nous croyons aux aspirations universelles des êtres humains quels que soient leur sexe, leurs origines géographique ou sociale, leur religion réelle ou supposée, etc.

Nous refusons d'accepter des accroc à cet universalisme, souvent pratiqués pour des raisons électoralistes mais aussi par condescendance « protectrice » vis-à-vis des immigrés systématiquement catalogués comme musulmans.

Nous ne nous concevons pas comme « l'avant-garde éclairée ».

Nous mettons la démocratie comme condition essentielle de notre rapport au pouvoir. Il nous faut donc expliquer et convaincre et non pas décider seuls et tromper sur les difficultés. C'est, nous le pensons, la seule façon de gouverner dans la durée, particulièrement dans une situation socio-économique difficile.

Enfin nous avons des conceptions divergentes sur la construction européenne. Si les uns et les autres, nous condamnons sa construction libérale, si nous nous opposons aux mêmes traités, si nous combattons côte à côte ses effets sur notre peuple, nous ne croyons pas, comme eux, à la possibilité de « changer l'Europe de l'intérieur » et à la pertinence du « parlement européen » comme lieu de démocratie ou d'avancées sociales pouvant faire contrepoids aux avancées libérales ou constituer un point d'ancrage à la refondation d'une Europe non libérale . Au mieux le parlement européen peut servir de frein. Pour cette raison il n'est pas anodin d'y envoyer des députés voulant une autre Europe plutôt que des libéraux.

Cependant, et les travaux que nous avons menés avec eux ces dernières années nous conduisent à le penser, nous nous retrouvons sur la nécessité de reconstruire l'Union de la gauche afin de redonner, à terme, à notre peuple un espoir de reconquérir le pouvoir.

Pour cela, nous souhaitons rendre pérennes avec la

nouvelle direction issue du 38ème congrès du PCF nos contacts réguliers avec ce parti. Nous voulons développer nos rapports privilégiés avec GDS. Nous continuerons à travailler, dans le cadre de « Passerelles » avec les organisations de la gauche se réclamant de l'anti-libéralisme.

Ces 2 objectifs sont complémentaires, et l'urgence sociale n'autorise pas à les hiérarchiser.

République et Socialisme, pour lequel nous réaffirmons notre volonté de maintenir l'autonomie de parti, doit rester un lien nécessaire entre tous, par la clarté de notre ligne politique, notre fidélité à cette ligne et à notre stratégie.